

répondait que les fonds étaient épuisés ? Qu'en est-il au juste si, de fait, il reste un demi-million de dollars dans la caisse ?

Le VICE-PRÉSIDENT: Tel était le cas avant que le montant maximum soit porté de \$350,000 à un million.

M. JONES: Précisément.

Nous avons manqué d'argent il y a plusieurs années.

M. MUSKOKOMON: Monsieur le président, aux fins du compte rendu, je dirai que cela est arrivé il y a environ quatre ans, en sorte que j'ignore ce qui se passait à ce moment-là.

Le sénateur HORNER: On a dit avoir l'impression que les fonds étaient complètement épuisés. Ce sont les mots mêmes du témoin.

M. MUSKOKOMON: Oui.

Le chef HILL: Monsieur le président, honorables mesdames et messieurs, je pourrais peut-être apporter quelques précisions en ce qui concerne les paroles du conseiller Muskokomon.

Nous sommes de l'agence Caradoc.

L'an dernier, — je crois que M. Thomas peut le certifier, puisqu'il assistait à notre réunion du conseil, — nous avons cherché à découvrir ce qui pouvait bien entraver notre agriculture. Nous avons de très bonnes terres dans l'agence Caradoc. M. Thomas était présent à notre réunion du conseil au cours de laquelle certaines décisions ont été prises. M. Morris y est venu en même temps que M. Thomas. C'était, à mon avis, une heureuse coïncidence que ces deux personnes se trouvent ainsi réunies. M. Thomas m'avait informé d'avance de sa venue et, au moment où nous étions censés conférer avec lui, M. Morris a surgi: personne ne l'attendait.

Après avoir présenté M. Thomas à notre conseil de bande, nous avons cru, puisque M. Morris était présent, que nous pourrions obtenir de lui une meilleure explication relativement à nos prêts agricoles. Il nous a fait quelques observations. M. Morris a déclaré entre autres choses: l'argent est là; ces gens n'en demandent pas. J'ai moi-même fait plusieurs demandes. On a ensuite voulu savoir pourquoi l'argent était là et pourquoi on n'en demandait pas. De la façon dont M. Morris a parlé, il ne semblait pas y avoir de raison pour ne pas obtenir de prêts si nous en demandions.

Notre réunion du conseil s'est continuée et M. Morris a ajouté: voici ce que je veux que vous fassiez. Je désire que vous organisiez le comité agricole de Caradoc, composé des Chippewas et des Oneidas. Il désirait que notre agriculture aille de l'avant. Nous nous sommes donc mis à l'œuvre. J'ai dit pourquoi, à mon avis, nous avons obtenu plusieurs prêts antérieurement, lorsque j'étais très jeune, et j'ai également dit pourquoi, à mon sens, certaines demandes avaient échoué. J'ai exprimé l'opinion que l'agence Caradoc ou une certaine partie de cette agence ne devrait pas se lancer dans l'agriculture en raison du bas niveau des terres et de leur forte humidité. Il nous faut labourer les champs en vue des récoltes printanières et nous ne pouvons accéder aux champs. Juin est déjà avancé et tout est tard pour les récoltes. Ces aspirants agriculteurs sont impatients de cultiver la terre; ils ensemencent leurs champs, les engraisent; mais, si l'automne est précoce — je veux dire que si le gel vient tôt, — tout est perdu. Le maïs est notre principal culture, tout comme la fève soya, la fève jaune et la fève blanche et, si vous plantez ces végétaux tard et que le gel vient tôt, tout est perdu. Il n'y a pas d'organisation. On travaille et on peine en vain. On ne peut même pas tirer de quoi assurer sa propre subsistance. J'ai dit que le mieux à faire, si la Direction des affaires indiennes désirait nous aider dans ce sens, consistait à installer des tuyaux d'égouttement dans les champs, — soit des tuyaux de douze pouces, de six pouces ou de quatre pouces au besoin, afin que nous puissions travailler le sol. Nous savons où ces tuyaux devaient être installés. Alors, nous pourrions choisir certaines personnes à l'égard desquelles le conseil pourrait